

UN CYCLE BAISSIER POUR LES PRIX AGRICOLES

QUELS ENJEUX POUR LES AGRICULTEURS ?

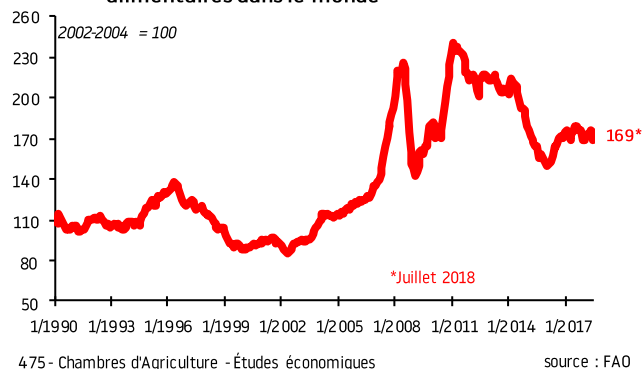
Dix ans après les épisodes de flambées des prix agricoles, la situation des marchés se distingue par un contraste saisissant. Depuis près de quatre ans en effet, les prix s'inscrivent sur une tendance baissière, qui, selon la FAO et l'OCDE, pourrait être durable sur la décennie à venir. Dans leur dernier *Rapport*, les deux institutions internationales montrent que les prix se situent, pour la période 2018-2027, sur une orientation nettement baissière, en dépit des écarts existants entre les productions. Une information grandement utile pour les agriculteurs, même si, par le passé, l'OCDE et la FAO ont commis quelques erreurs d'appréciation sur le fonctionnement de l'économie mondiale.

Les marchés agricoles et, plus généralement, les marchés des produits de base, se distinguent par une instabilité intrinsèque, dont la traduction directe se situe dans la volatilité des prix. Ces dix dernières années, les marchés agricoles ont toutefois connu une période inédite de turbulences. L'ampleur exceptionnelle des pics de prix entre 2007 et 2012 a laissé place à un cycle baissier qui, désormais, préoccupe par sa longévité et par ses conséquences sur les producteurs. Si l'on s'en remet à la lecture de l'indice général du niveau des prix agricoles de la FAO – indice synthétique d'un panier de biens alimentaires – on remarque que, jusqu'au début de la décennie 2000, les prix étaient certes faibles mais relativement stables (graphique 1). Ce n'est qu'ensuite que s'amorce un cycle haussier, sous le poids de plusieurs facteurs qui furent à l'époque abondamment commentés, sans qu'un véritable consensus n'émerge sur le rôle plus ou moins prononcé de chacun de ces facteurs¹.

La particularité de la période de flambée des prix agricoles réside dans le fait que beaucoup ont vu en elle l'amorce d'un cycle haussier durable, profitable aux producteurs, notamment ceux situés dans les pays en développement, mais préjudiciable aux utilisateurs de ces produits, les consommateurs étant très exposés au renchérissement des prix. Un cercle vertueux pouvait alors s'enclencher, allant de la hausse des prix au revenu des agriculteurs, des investissements à la modernisation des structures de production, et, pour finir, à l'esquisse d'un processus de sortie de la pauvreté. Tel fut le scénario retenu par les économistes et les institutions internationales. S'annonçant durable, l'envolée des prix semblait marquer un coup d'arrêt à la détérioration séculaire des termes de l'échange pour bon nombre de pays, qui avait pourtant été diagnostiquée dans les années 1950 par plusieurs économistes². Il fallait se préparer à cette hausse durable des prix, largement déterminée par l'arrivée sur les marchés d'importateurs puissants comme la Chine, laquelle absorbe depuis le début des années 2000 quantités de produits agricoles, par les productions de biocarburants, et cela dans un contexte de contraintes lourdes pesant sur les conditions de production.

Pour les pays industrialisés, la flambée des prix a surtout concerné les produits végétaux, et notamment les céréales et les oléagineux, exerçant une contrainte forte sur les éleveurs du fait de l'alourdissement du coût de l'aliment pour les animaux. La tendance baissière du revenu des

Graphique 1 - Indice des prix des produits alimentaires dans le monde

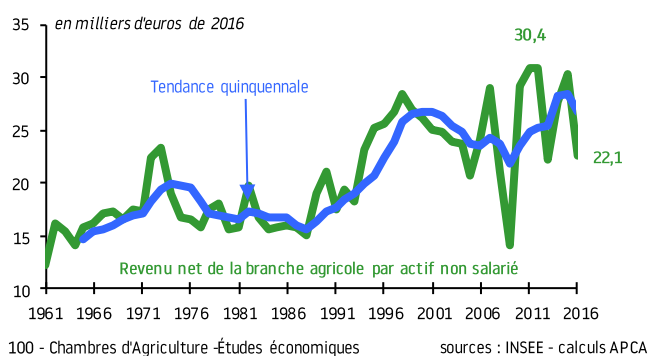


¹ Pour une synthèse sur ce point, lire M. Aglietta et C. Emlinger (2014), « Les prix agricoles », in CEPII (éd.), *L'économie mondiale 2015*, éditions La Découverte, coll. « Repères », p. 89-103.

² Cf. C. Couharde, V. Géronimi, A. Taranco (2012), « Les hausses récentes des cours des matières premières traduisent-elles l'entrée dans un régime de prix plus élevés ? », *Revue Tiers-Monde*, numéro 211, juillet-septembre, p. 13-34.

agriculteurs français s'est par ailleurs interrompue en raison de la hausse des prix des produits agricoles (graphique 2).

Graphique 2 - Revenu agricole en France



Ce cycle vertueux n'a finalement pas été aussi durable que des institutions internationales comme la FAO et l'OCDE l'avaient annoncé dans leurs *Rapports* successifs. A suivre la courbe du *Food Price Index*, le retournement du cycle haussier se situe aux alentours de 2012-2013, et semble ne plus s'inverser depuis, en dépit du sursaut qui se dessine en 2017. Au dernier point connu, l'indice de la FAO se place encore en deçà des pics de 2007 et de 2012.

CYCLE HAUSSIER VERSUS CYCLE BAISSIER, OU QUAND LE PESSIMISME SUCCÈDE À L'OPTIMISME³

La publication des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027*, consolide en quelque sorte le constat d'une inversion des projections qui avait été identifiée à partir des éditions 2013 et 2014. Le *Rapport 2018* indique que les prix agricoles resteront placés sur une tendance baissière dans la décennie à venir. Analysant les facteurs de cette décélération structurelle des prix agricoles, les deux institutions décomposent ceux relevant de la demande, et ceux relevant de l'offre.

Il semble manifeste que le ralentissement de la demande mondiale de produits agricoles devrait se confirmer, en raison de l'arrivée à maturité du marché chinois, la consommation de viandes par habitant connaissant un seuil. En Inde, la marge de progression est encore élevée, en particulier pour les produits laitiers, davantage consommés que la viande en tant que source de protéines animales. Pourtant, globalement, l'OCDE et la FAO avancent que la demande mondiale ne serait pas aussi forte que durant la décennie précédente. Sa variation positive sera essentiellement déterminée par la croissance démographique, qui restera soutenue dans le continent africain et dans la région du Moyen-Orient.

Les deux institutions insistent sur le fait que la demande mondiale sera moins soutenue par la consommation par habitant, mais plutôt par un effet démographie, notamment

en Afrique subsaharienne et en Inde, puisque ces deux régions concentreront l'essentiel de la croissance de la population dans les années à venir. Outre une demande moins forte, l'hypothèse d'une évolution raisonnable du prix du baril de pétrole laisse entendre que la production de biocarburants connaîtrait une perte d'intérêt, conduisant à une augmentation des disponibilités sur les marchés des produits agricoles et donc à une pression à la baisse sur les prix.

Ce sont les céréales, les huiles végétales, la viande et le poisson qui seraient les produits les plus exposés à une baisse consécutive de la demande mondiale, comparative-ment à la précédente décennie. La consommation de céréales par habitant dans le monde ne devrait pas dépasser les 2% dans les années à venir, et serait déterminée pour l'essentiel par la pression démographique.

La consommation mondiale de viande et de poisson devrait être très contrastée d'une région à l'autre de l'économie mondiale. Si la demande par habitant pourrait encore progresser en Chine (viande) et en Inde (produits laitiers), elle reculerait en Afrique subsaharienne. En revanche, dans les pays développés, la hausse de la consommation de viande serait de +2,9 kg/habitant.

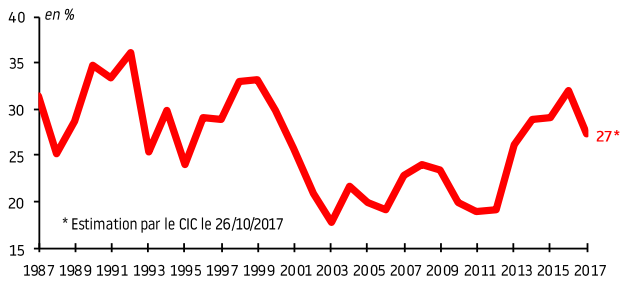
La poursuite de l'urbanisation du monde dans la décennie à venir participe de la mutation des modes de consommation. Les repas ne comportant qu'un seul plat, souvent prêt à consommer au regard de l'évolution du temps consacré à cuisiner, devrait occuper une place de plus en plus importante dans les comportements alimentaires des individus. Ces produits étant généralement riche en matières grasses et en sucre, la demande mondiale sur ces deux ingrédients devrait donc augmenter à l'horizon 2027. L'Afrique et l'Asie seront encore les deux continents sur lesquels la demande de sucre sera la plus forte.

S'agissant de l'offre mondiale de produits agricoles, sa progression se situerait sur une moyenne de 1,5% par an, soit une hausse de +16% sur la totalité de la décennie. A titre d'exemple, l'offre mondiale de céréales va de record en record, y compris à l'échelle des stocks disponibles (graphique 3). La production de céréales à l'horizon 2027 devrait augmenter de +13%. Celle des oléagineux de +1,5% par an. La progression de l'offre mondiale de viande serait de +15% par rapport à la décennie précédente, et les produits laitiers de +22%.

Mutations dans l'usage des terres cultivables, intensification de la production agricole dans certaines régions du monde, et rôle des politiques agricoles dans certains pays comme l'Inde, autant de facteurs qui expliqueraient selon la FAO et l'OCDE que l'offre mondiale soit plus dynamique que la demande, occasionnant ainsi des déséquilibres de marchés propices à l'érosion des prix.

³ OCDE et FAO (2018), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2018-2027*.

Graphique 3 - Evolution du rapport stocks finaux / consommation mondiale de blé



1300 - Chambres d'Agriculture France - Études économiques

source : CIC

Si de plus, on ajoute que la croissance du commerce mondial de produits agricoles devrait se ralentir à l'horizon 2027, il apparaît logique que les prix se situent sur une tendance baissière et que celle-ci est appelée à durer, les échanges jouant de moins en moins leur rôle de stabilisateur de l'économie mondiale. Le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, qui s'étend à l'Union européenne, risque de confirmer cette contraction des échanges, laissant les disponibilités de produits agricoles suffisamment abondantes pour peser sur la formation des prix.

Les prix des céréales, des oléagineux, des produits laitiers et de la viande sont appelés à baisser dans la décennie qui s'ouvre, et à se situer à un niveau bien inférieur aux pics atteints lors de la flambée des années 2007-2008, puis de 2011-2012⁴. Les prix interagissant de surcroît entre eux, toute diminution des uns peuvent occasionner celle des autres⁵. Les produits les plus touchés par le cycle baissier seraient les viandes bovine, ovine, volaille et porc, le beurre, le blé et le maïs, les huiles végétales, le sucre blanc et le biodiesel. Le lait écrémé en poudre ainsi que le lait entier échapperaient à cette tendance.

L'OCDE et la FAO se montrent toutefois prudentes, afin de ne pas reproduire les erreurs de prévisions antérieures, annonçant un cycle haussier durable. En indiquant que le cycle baissier se poursuivrait sur les dix années à venir, les deux institutions rappellent que de nombreux risques et incertitudes subsistent, qui seraient de nature à déclencher un nouvel épisode de flambée des prix agricoles. Il s'agit des aléas climatiques, des crises sanitaires, des parasites, de la croissance économique, des politiques agricoles, des mutations plus ou moins accentuées des préférences des consommateurs, de la dégradation du commerce international sous le poids d'une hausse généralisée des tarifs douaniers.

⁴ Le cours du blé en France s'est toutefois soudainement redressé en août 2018, atteignant les 200€/tonne. Cette évolution favorable, qui tranche avec la tendance baissière depuis 2015, n'est pas pour autant annonciatrice d'un regain durable du prix du blé, si l'on s'en remet aux projections de l'OCDE et de la FAO.

⁵ Les économistes parlent de co-intégration des séries de prix.

DE L'IMPORTANCE DES PROJECTIONS DE PRIX POUR LE MONDE AGRICOLE

Les limites des exercices de prévisions et de projections sont désormais bien connues. L'expérience de la crise de 2007 a constitué une puissante force de rappel pour les économistes qui doivent se doter d'outils performants pour affiner les prévisions. L'OCDE et la FAO, ont admis que le cycle haussier durable qu'ils avaient annoncé en 2007-2008, s'est inversé à partir de 2013-2014.

Il n'en demeure pas moins que le travail de veille économique relatif aux prévisions de prix reste utile, dans la mesure où il livre des informations économiques pouvant orienter les stratégies des producteurs. C'est pourquoi il convient d'organiser, dans le cadre institutionnel qui est celui des *Chambres d'agriculture*, la transmission des principales informations en direction des agriculteurs, de leurs conseillers, afin qu'ils adaptent leurs actes de production en tenant compte des perspectives de prix.

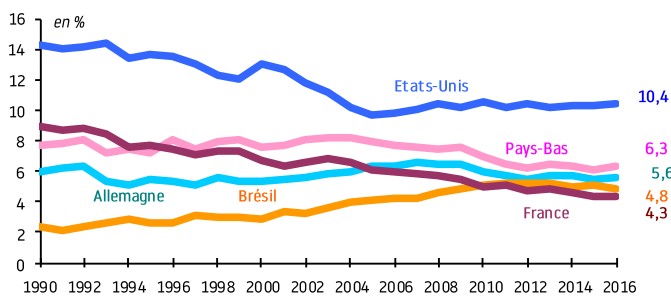
C'est la finalité même des numéros d'*Analyses et Perspectives* que publient les *Chambres d'agriculture* que d'informer les agriculteurs, leurs représentants élus, les conseillers, les chargés d'études des Chambres. Des interventions devant les instances des Chambres, ont également pour enjeu de porter à la connaissance des élus et de leurs collaborateurs, un état des lieux des marchés, des prix, rattaché au contexte de l'économie mondiale, des négociations commerciales et de l'orientation des politiques agricoles dans certains pays. L'exercice peut s'étendre à des séminaires annuels, voire à des journées nationales, qui réunissent déjà des charges d'études économiques, et, surtout, à l'avenir, des conseillers, souvent peu familiarisés avec l'économie, ces derniers pouvant s'initier par ce biais aux mécanismes fondamentaux de l'économie agricole, pour s'imprégner de ces types d'informations, et, par le traitement et l'interprétation des données de prix et de marchés, les intégrer aux conseils qu'ils délivrent aux agriculteurs. Des systèmes de comparaisons de prévisions de prix (OCDE, FAO, IFPRI, USDA, Commission européenne...) pourraient également être instaurés pour renforcer le travail de conseil auprès des agriculteurs.

Il ne s'agit pas de tendre vers des solutions clés en mains, mais de contextualiser la prise de décision des agriculteurs, d'intégrer dans le conseil une double dimension, analytique puis prescriptive, s'appuyant sur des données économiques. Car l'état du marché, la concurrence, ne permettent pas d'équilibrer spontanément les offres et les demandes. Pour y parvenir, il faut tendre vers un traitement efficace de l'information, intégré dans le conseil. Les *Chambres d'agriculture* constituant de ce point de vue une institution idoine pour construire une expertise et de

valoriser un système d'aide à la décision en phase avec les incertitudes radicales que connaissent les agriculteurs (adaptation à la demande, maîtrise des coûts de production en phase de baisse des prix, investissements en cas de hausse durable des prix, mise en correspondance des prix et des aides européennes...).

Outre les perspectives de prix à moyen terme, le réseau des *Chambres d'agriculture* doit être également informé des évolutions des flux commerciaux de produits agricoles qui se dessinent pour la décennie à venir. Car les conseillers ont certes à connaître les prix et leur tendance, cela dans un souci de repérer les conditions dans lesquelles la pérennité des exploitations agricoles peut être garantie – conditions bien évidemment articulées aux orientations de la PAC, des systèmes d'aides et des pratiques culturales et d'élevage – la qualité de leurs conseils délivrés aux agriculteurs est aussi subordonnée à l'état des débouchés dans certaines régions du monde. Une dimension importante pour les agriculteurs français, dans un contexte d'érosion de la compétitivité des produits agricoles, du fait d'une pression concurrentielle accrue depuis les années 1990 qui a débouché sur le déclin de la France (graphique 4).

Graphique 4 - Part de chaque pays exportateur de produits agricoles dans les exportations mondiales



1013 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : OMC

COMPÉTITIVITÉ ET PERFORMANCES COMMERCIALES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

L'édition 2018 des *Perspectives agricoles de la FAO et de l'OCDE* consacre ainsi opportunément une analyse intéressante relative aux conditions d'approvisionnement alimentaire des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. On sait que cette zone est dans une situation de précarité alimentaire qui s'explique par un manque de terres arables, par un stress hydrique, par une pression démographique élevée. La plupart des pays composant cette région est donc étroitement dépendante des importations pour nourrir les populations. De plus, pour plusieurs gouvernements, de telles importations sont conditionnées par les recettes pétrolières tirées du commerce d'hydrocarbures.

L'OCDE et la FAO recommandent de miser sur des productions à haute valeur ajoutée – comme l'horticulture – et sur le développement rural, dans l'optique de réduire la pauvreté, voie selon elles plus optimale que l'autoapprovisionnement pour desserrer la contrainte de l'insécurité alimentaire. La perspective tracée par les deux institutions internationales suppose toutefois une temporalité longue, durant laquelle les agriculteurs français auront des opportunités d'exportation vers ces pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Céréales, produits laitiers, animaux vivants, forment les principaux produits qui font déjà l'objet d'exportations et qui pourraient le devenir encore plus amplement au cours de la décennie. Au-delà des informations relatives aux prix agricoles, dont on a dit qu'elles devaient être diffusées auprès d'un réseau comme celui des *Chambres d'agriculture*, l'insécurité alimentaire des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient constitue un autre message à faire passer auprès des agriculteurs, et de tous ceux qui ont à les accompagner et à les conseiller dans leurs actes de production.

Une insécurité alimentaire qui intègre le cadre plus élargi de celui de la diplomatie alimentaire. En cela, la France dispose de sérieux atouts pour étendre le rayonnement de son système alimentaire, à travers sa contribution au maintien de la paix dans des zones à haute sismicité alimentaire et à la création de corridors alimentaires. De ce fait, l'agriculture française participe aussi bien aux performances commerciales qu'aux tissages de relations diplomatiques robustes et vitales avec des pays destinés à occuper une place prépondérante dans l'économie mondiale. La question de la performance des exploitations agricoles françaises ne relève donc pas seulement de sa dimension micro et macroéconomique, mais également géopolitique.

Il est en effet requis de dépasser le seul périmètre de l'exploitation, de produire et de diffuser des informations économiques sur les prix et les débouchés, afin que les agriculteurs déterminent la stratégie idoine pour dynamiser et pérenniser leur outil de production. Un tel dispositif de veille économique, de transmission de l'information, faciliterait le passage de l'échelon macroéconomique à la microéconomie, et, en retour, permettrait d'affiner la mesure de l'efficacité économique des exploitations agricoles.

Contacts : Thierry Pouch, Quentin Mathieu

